

Les jeunes face à la mutation du lien social

Face à une mutation contemporaine du lien social, caractérisée, notamment, par un brouillage des repères d'identification traditionnels, comment se situent les jeunes générations ? À partir de cette question et ses nombreuses ramifications thématiques (l'autonomie, le vivre-ensemble, les rites de passage, l'éducation, etc.), qu'est-ce qu'un projet de service citoyen, dans ses multiples dimensions, pourrait apporter aux jeunes dans ce contexte de changement sociétal ?

ENTRETIEN AVEC JEAN-PIERRE LEBRUN

François Gérardin et François Ronveaux : Dans différents ouvrages et articles, dans votre volonté de questionner les structures mêmes du social, vous montrez bien le passage d'une société pyramidale, verticale, à une société « hypermoderne », égalitaire et horizontale, ainsi que les nombreux risques que ce passage implique. Pourriez-vous développer ce point et montrer en quoi les jeunes peuvent être particulièrement touchés par cette « mutation du lien social » ? Dans ce contexte de changement sociétal, que pourrait apporter un projet de service citoyen et en quoi pourrait-il éventuellement contribuer à (ré-)inventer une forme de lien social ?

Jean-Pierre Lebrun : Le fait de passer d'une société verticale à une société horizontale implique pour chaque sujet de ne pouvoir trouver la reconnaissance que par ses pairs — et non plus par ses pères. Cela entraîne que la reconnaissance par l'Autre social se déplace d'une instance symbolique vers un miroir imaginaire. Il n'est pas difficile de penser qu'une reconnaissance qui ne tient qu'à d'autres qui sont sur le même pied est dans le même mouvement de reconnaissance de ces autres qui me reconnaissent et nous voilà entraînés dans une suite de miroirs qu'aucune limite ne vient arrêter. La reconnaissance symbolique, en revanche, demande une reconnaissance au-delà de l'image, là où le sujet échappe à l'image que l'on peut avoir de lui, là où l'image est défaillante pour pouvoir le reconnaître. Or c'est cette dernière instance qui fait défaut dans une reconnaissance seulement horizontale.

Il est évident que l'on peut préférer un modèle plutôt qu'un autre, que l'on peut faire prévaloir l'horizontalité sans supprimer la verticalité ou l'inverse comme c'était le cas dans la société prémoderne et ainsi reconnaître l'irréductible double repérage ; mais il faut aussi tenir compte de ce que nous sommes dans un moment qui se libère de la prévalence du vertical et qui donc a tendance à forcer le trait, à dès lors récuser toute verticalité et c'est alors que le risque de méprise intervient.

Car concrètement, lorsque prévaut de manière exclusive l'horizontalité, cela donne des sujets qui sont tributaires de l'image qu'ils donnent, qu'ils doivent donner, mais pas de leur responsabilité à l'égard de ce qu'ils sont, c'est-à-dire du manque qui pourtant fonde toujours leur existence.

C'est aussi là que l'on peut percevoir le service citoyen qui vient en quelque sorte redonner de la consistance à l'instance symbolique en assumant de se faire représentant de l'État et de la reconnaissance que celui-ci octroie à l'égard des jeunes qui veulent consacrer un temps de leur existence à des actions de solidarité envers la communauté.

Fr. G. et Fr. R. : Dans différents écrits, vous constatez une forme de « contradiction du social » issue de la croyance actuelle qu'un lien social puisse exister sans « instance collective ». Pourriez-vous préciser ce que vous entendez par cette dernière notion et nous indiquer les symptômes sociétaux de cette contradiction ? Face à ce constat, que pourrait amener pour les jeunes générations l'existence d'un service citoyen ?

J.-P. L. : Il n'y a pas de groupe humain sans une instance qui le représente pour chacun de ses membres comme il n'y a pas de société sans l'institution de la société. Concrètement, c'est l'existence de cette instance qui donnera sa légitimité à celui ou celle qui va intervenir en son nom, au nom de l'Un de l'ensemble, pour rappeler à chacun la prévalence du collectif sur les intérêts de chacun. Si cette instance n'existe plus ou qu'elle est trop estompée, il faudra quand même obtenir la prévalence de l'ensemble sur chacun, mais on y arrivera alors par une contention latérale, seulement horizontale, en stimulant le sentiment d'appartenance : ce sont les rollers qui déambulent ensemble, ce sont les associations de toutes sortes, des malades diabétiques aux parents d'adoptés de tel pays en passant par les victimes de telle ou telle injustice et c'est ce que j'ai appelé *l'entouement*. En ce dernier cas de figure, on ne regarde plus vers le haut pour trouver son cap, mais on ne regarde qu'à côté, on se serre les coudes et par contention mutuelle, on va dans le sens du groupe... même si l'on ne sait pas vers où il va !

C'est en cela qu'aujourd'hui, il y a difficulté car la société n'a plus le moyen classique pour coordonner l'ensemble de ses membres : l'autorité. La crise de celle-ci est générale et l'on voit bien que ce qui est illusoirement espéré, c'est qu'il puisse y avoir coïncidence entre ce qu'exige le collectif et ce qu'exige chacun de ses membres. L'individualisme qui nous caractérise est à la fois cause et conséquence de cet état de fait : cause parce que chacun tire la couverture de son côté en toute légitimité démocratique — le droit de chaque citoyen à sa singularité — conséquence parce que du fait de l'affaiblissement de l'interven-

tion possible par l'instance collective, cette singularité se retrouve sans limite et n'est plus dialectisée avec l'ensemble.

Donc, proposer très concrètement une expérience de service citoyen peut aussi redonner de la visibilité à la nécessité de prendre en compte le collectif, de rappeler que chacun, même s'il est invité à développer ce qu'il a de plus singulier, est aussi quelqu'un comme tout le monde, qu'à cet égard il est radicalement sur le même pied que son alter ego et qu'il faut bien prendre en compte que nous n'existons qu'ensemble.

Fr. G. et Fr. R. : Il semble que, dans le contexte sociétal actuel, postmoderne, de plus en plus de jeunes soient confrontés paradoxalement à des attentes et à des injonctions d'autonomie. Parce qu'un discours ambiant leur répète dès le plus jeune âge et très fréquemment que chaque individu doit s'auto-construire, des thérapeutes ont constaté que certains jeunes, piégés par cette illusion d'autonomie, se retrouvent dans une incertitude existentielle particulièrement pathogène. Pensez-vous que le projet de service citoyen, parce qu'il proposerait aux jeunes une structure encadrante rassurante et des missions précisément définies, pourrait en quelque sorte les « soulager » (selon votre propre verbe) de cette demande pressante d'autonomie ? En outre, quel pourrait être un bon équilibre entre une certaine autonomie émancipatrice pour le jeune et son intégration dans le vivre-ensemble ?

J.-P. L. : Ce que l'on n'arrive plus à obtenir par l'autorité — étant entendu que par autorité, il n'est pas désigné une dimension autoritaire, mais simplement la légitimité reconnue à poser la limite — il faut bien l'obtenir autrement : et c'est ce à quoi l'on essaye d'arriver par la persuasion que l'autonomie est une valeur à laquelle chacun peut et doit accéder par lui-même en quelque sorte. Or c'est là que le bât blesse, il n'y a pas en soi, et encore moins spontanément, d'autonomie ; celle-ci n'est jamais que le résultat d'une séparation d'avec l'autre, pour chaque enfant d'avec les premiers autres qui l'ont entouré depuis sa naissance et dans ses premières années ; cet enfant, vu sa prématurité exorbitante, ne peut qu'être d'abord dépendant, comme je dis, il est d'abord « autonome » et d'une manière radicale puisque ce sont les autres qui vont commencer par régler son existence. Le fait qu'en plus il est *in-fans*, non parlant, le rend radicalement dépendant de cet Autre du langage. Il est d'ailleurs surprenant que ce que nous croyons être nos pensées les plus secrètes sont faites dans le matériau des mots de tout le monde. Il faudra à chaque sujet humain, entre le tiers et le quart de la durée de son existence pour devenir autonome. Que cette autonomie soit un objectif pour tous est effectivement une valeur, mais elle ne peut se concevoir que sur fond d'une aut-r-onomie, d'une dépendance à l'Autre dont ce sujet s'est séparé.

Et lorsqu'aujourd'hui, on en est à vouloir asséner cette autonomie, cela rejoint ces manœuvres horizontales de persuasion que je viens d'évoquer et qui en fait masquent la difficulté dans laquelle nous nous trouvons du fait de cette mutation, d'encre pouvoir soutenir une autorité légitime.

Il va dès lors de soi qu'une structure qui accompagnerait les jeunes dans ce trajet d'avoir à s'autonomiser peut les aider à ne pas continuer dans l'illu-

sion de penser que cela devrait être là d'emblée, ni dans celle qu'il n'est pas nécessaire de se trouver parfois à une place différente des autres pour imposer quelque chose au nom de la collectivité.

En revanche, je ne sais pas s'il y a une prescription qui permette de dire quel serait le bon équilibre entre économie émancipatrice et intégration dans le vivre-ensemble simplement parce que cet équilibre ne peut se trouver qu'au cas par cas. Ce sera à évaluer pour chacun si une dialectique a vraiment opéré entre appartenance au collectif et singularité pour que ce nouage puisse se mettre en place.

Fr. G. et Fr. R. : L'anthropologie classique a bien montré les fonctions et les rôles que jouaient les « rites de passage » dans la dialectique reliant individu et collectivité. Pour les jeunes générations d'ici et d'aujourd'hui, toujours dans cette perspective d'instituer des moments de reconnaissance collective des différentes trajectoires individuelles, quel pourrait être le rôle joué par un service citoyen ? Ce dernier, parce qu'il offrirait aux jeunes un lieu et un temps spécifiques dans leurs parcours individuels, pourrait-il jouer ce rôle symbolique ?

J.-P. L. : Le service citoyen jouerait effectivement ce rôle d'équivalent d'un rite de passage s'il devenait obligatoire. Le propre du rite de passage, c'est qu'il ne fait pas de doute pour chacun qu'il va falloir y passer et le discours social ambiant est là pour soutenir la légitimité de ce rite, quel qu'il soit. Il fonctionne donc comme une contrainte à laquelle nul ne peut se soustraire faute de ne pas recevoir la reconnaissance du collectif. On voit donc la difficulté dans un monde où la contrainte est en soi dévalorisée, frappée d'emblée de méfiance et où de plus, nous sommes loin de pouvoir penser imposer cela à tous.

Ce sera néanmoins, comme je viens de le dire, au cas par cas qu'il conviendra d'évaluer s'il y a eu la possibilité d'articuler exigence du collectif et reconnaissance de la singularité d'un chacun ; il va de soi que même si l'obligation n'est pas au programme, l'expérience peut cependant tout à fait contribuer à un tel nouage.

Fr. G. et Fr. R. : On connaît cette phrase de Goethe qu'aimait répéter Sigmund Freud : « Ce que tu as hérité de tes pères, acquiers-le afin de le posséder ! » Cette formule cristallise puissamment les thématiques sans cesse renouvelées, et sans doute jamais inactuelles, de la transmission et de l'éducation. Un recours rapide à l'étymologie de cette dernière nous rappelle qu'il s'agit bien de guider les jeunes générations hors d'elles-mêmes en aidant chacun à sortir de soi (« ex-ducere »). Cet idéal régulateur d'ouverture et de décentrement vous semble-t-il actuellement menacé et, dans l'affirmative, quels pourraient être les moyens d'y parvenir ? Le service citoyen, parce qu'il vise à ouvrir les jeunes à la citoyenneté par l'entremise d'une expérience immersive dans la société, vous semble-t-il pouvoir jouer ce rôle de transmission et d'éducation ?

J.-P. L. : Il est vrai que cet idéal est menacé simplement parce que l'idée de devoir sortir de soi-même va à l'encontre de l'idéologie de liberté qui actuellement prévaut. Sortir de soi-même n'est pas synonyme de profiter de sa liberté car celle-ci peut très bien s'accommoder d'une revendication, pour le dire vite, celle de pouvoir n'en faire qu'à sa tête. Le travail de sortir de soi-même ne peut

équivaloir à une libération que si ont été identifiées et acceptées les contraintes et que si est assumé l'acte toujours quelque peu transgressif de s'en détacher.

Or toute limitation à mon épanouissement, ou plutôt à ce que j'estime être tel, peut aujourd'hui être d'emblée récusée; toute atteinte à ma liberté est alors considérée comme négative. Et s'il est accepté une quelconque limite, c'est chacun qui estime devoir la déterminer en fonction de ce qu'il lui serait loisible d'accepter: autrement dit, ce n'est plus une limite qui est imposée à tous, qui rabote non pas la singularité d'un chacun, mais qui fait que puissent se dialectiser singularité et appartenance — banale et égale — à la communauté.

Dans ce contexte, il est évident que le service citoyen, s'il en arrivait à ainsi repromouvoir le prix de cette appartenance commune, serait précieux, mais vous voyez le chemin à faire. Car il est évident que même si existait une volonté politique de mettre en place cette obligation pour tous, il faudrait encore qu'elle puisse s'imposer! Et je crains qu'elle n'aura d'abord affaire avec l'individu qui, d'une certaine façon à juste titre — je veux dire par là qu'il trouvera des arguments dans le contexte de l'idéologie actuelle — s'autorisera à refuser que le collectif s'impose à lui.

Autre chose serait de considérer le dispositif cadrant et structurant du service citoyen pour permettre au jeune de rejouer ce trajet d'encadrement et de structuration pour que puisse s'en suivre une libération

Fr. G. et Fr. R. : Dans l'un de vos ouvrages, vous employez l'image d'un « tutorat vertébralisateur ». Dans le cadre du service citoyen, un tuteur, au sein de chaque organisme d'accueil, accompagne le jeune dans la réalisation de ses missions. Pensez-vous que l'on puisse établir un lien ou un rapprochement avec la fonction « vertébralisante » précédemment mentionnée ?

J.-P. L. : Certainement, vous voyez bien que la question est toujours la même: là où il n'y a plus la légitimité d'une intervention d'autorité, il ne reste qu'à tenter de faire entendre que les deux ou trois longueurs d'avance dont peut se prévaloir celui qui fait fonction de tuteur légitime celui-ci à ne pas laisser le jeune s'illusionner sur ce qu'il est inévitable de devoir assumer pour faire face à sa condition d'être humain parlant. En quelque sorte, il s'agit alors de co-construire l'autorité comme on aime à le dire souvent aujourd'hui... Oui, mais à la condition d'identifier que cela n'autorise pas chacun des co-construc-teurs à se débarrasser de ce qu'il a construit au moment où cela ne le satisfait pas ou plus! La difficulté reste: ce qui est co-construit rejoint toujours cette instance qui leur préexiste et à laquelle il s'agit de reconnaître sa place.

Ce qui est vertébralisateur, c'est ce qui vient d'avant moi, du lieu Autre qui ne m'a pas attendu pour être déjà là. Il ne suffit donc pas de donner un bon tuteur, il faut encore que celui à qui ce tutorat doit servir en profite pour prendre la mesure de ce qui lui est radicalement autre. Quant à savoir ce qu'est un « bon tuteur », je pourrais dire que ce serait celui qui l'est assez que pour « tutoriser » et pas assez que pour ne pas ni avoir d'emprise sur son tutorisé ni non plus laisser croire que sa présence le dispenserait d'endosser sa responsabilité.

Fr. G. et Fr. R. : Le service citoyen est, par nature, un projet destiné à être institutionnalisé (reconnu, soutenu et mis en œuvre par/pour l'État). Pensez-vous que la forte charge symbolique liée à cette institutionnalisation est intrinsèquement importante pour le succès du projet ?

J.-P. L. : Oui, si elle arrive à se faire reconnaître comme telle. Je pense que cette expérience actuellement à peine née pourrait avoir un intérêt certain si elle arrivait à être instituée pour tous. Le fait que d'aucuns déjà l'envisagent est en tout cas la preuve qu'au-delà des appartenances et des convictions de toutes sortes, la prise de conscience existe bel et bien que nous devons réinventer les conditions d'un lien social qui dialectise autrement le rapport entre le sujet et le collectif.

L'institutionnalisation de ce service, fût-il encore seulement au stade actuel, est néanmoins effectivement déjà chargée symboliquement de cette préoccupation du collectif et cela, c'est certainement essentiel dans le projet. Inutile de préciser que cette dimension ne pourra que se déployer encore davantage, mais qu'elle constitue déjà une donnée cruciale de l'initiative. ■

Propos recueillis par François Gérardin et François Ronveaux